

ALERTE

**38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs locaux répartis dans 14 régions.**

Communiqué de presse

Paris, le 22 mai 2014

Rencontre avec le Premier ministre: les associations dénoncent un manque d'ambition politique

Suite à leur rencontre avec Manuel Valls, les associations prennent acte de l'engagement de respecter le rythme de mise en œuvre du plan pluri-annuel de lutte contre la pauvreté. Elles demeurent toutefois très inquiètes sur certains sujets et demandent une table ronde sur l'emploi des chômeurs de longue durée et des personnes précaires lors de la Conférence sociale de juillet.

Une délégation du collectif Alerte composée d'ATD-Quart-Monde, COORACE, Croix-rouge Française, Emmaüs France, Fondation Abbé Pierre, FNARS, Médecins du Monde, Secours Catholique, Uniopss a été reçue ce matin par le Premier Ministre. Les associations ont noté avec satisfaction l'engagement du premier Ministre d'appliquer l'intégralité du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté, et de respecter le rythme prévu de sa mise en œuvre.

Néanmoins nous constatons d'ores et déjà trois retards importants:

- la garantie jeune qui monte en charge trop lentement
- la fusion du RSA et de la PPE (prime pour l'emploi) qui n'est pas encore intervenue alors qu'elle devrait apporter un meilleur soutien financier aux travailleurs pauvres.
- l'insuffisance criante des places d'hébergement et de construction de logements sociaux qui ne suit pas les prévisions annoncées. Alerte demande une loi de programmation de logements sociaux et très sociaux.

Après cet entretien, nous restons très inquiets sur deux sujets majeurs:

- le projet de loi asile qui organise une suspicion généralisée à l'égard des demandeurs d'asile et place l'hébergement et l'action sociale de leur accueil sous le contrôle exclusif du ministère de l'intérieur et des forces de police.
- le gel de l'APL qui va toucher plus de 6 millions de foyers

Nous avons attiré l'attention du Premier ministre sur le problème de l'accès à l'emploi des chômeurs de longue durée et des personnes en précarité. Nous demandons que soit organisée lors de la conférence sociale de juillet une table ronde sur ce sujet pour déboucher sur la négociation par les partenaires sociaux d'un accord national interprofessionnel, compte tenu de la gravité de la situation. En première ligne aux côtés de ces populations, nous souhaitons être représentés à la conférence sociale et faire valoir nos propositions en matière d'accès à la formation, de soutien à la création d'emploi et d'intégration des demandeurs d'emploi de longue durée dans les entreprises.

Coordination et animation du collectif Alerte national

Uniopss - 15 Rue Albert – CS 21306 – 75214 Paris cedex 13

Bruno Grouès : 01 53 36 35 09 -06 73 05 47 83 – bgroues@uniopss.asso.fr

www.uniopss.asso.fr